

Présentation

François Allard-Huver



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/31528>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.31528](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.31528)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2023

Pagination : 293-295

ISBN : 978-2-81430-502-1

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

François Allard-Huver, « Présentation », *Questions de communication* [En ligne], 43 | 2023, mis en ligne le 01 octobre 2023, consulté le 18 octobre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/31528> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.31528>



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

FRANÇOIS- ALLARD-HUVER

Université de Lorraine, Crem, F-54000 Nancy, France

francois.allard-huver@univ-lorraine.fr

PRÉSENTATION

Dans le cadre du programme pilote « Calypso » (Collaborative Analysis and Exposure of Disinformation [2021-2022]), financé par l'appel de la DG Connect/2020/5464403 de la Commission européenne dont l'enjeu est de « soutenir les produits d'information de haute qualité et lutter contre les fausses informations », un collectif de chercheur·es et d'étudiant·es s'est employé à recenser les outils de *fact-checking*, ainsi que leurs usages et acceptions. L'article rend compte d'une partie de la recherche, proposant des pistes de réflexion pour appréhender le périmètre d'une pratique journalistique récente qui consiste à mettre à l'épreuve la véracité des assertions et commentaires de responsables politiques ou d'autres personnalités ; il avance aussi des propositions pour construire, appréhender et utiliser ces outils. Dans un environnement médiatique soumis à de profondes mutations, les auteur·ices montrent l'importance de dispositifs s'inscrivant dans une visée aléthurgique, concomitante d'un questionnement des sociétés confrontées aux *fake news* et à la « post-vérité ». Adoptant une perspective réflexive, la contribution est instructive tant pour les apports de son analyse (une cartographie des outils de *fact-checking* et des questionnements que ces derniers soulèvent) que pour sa présentation d'un dispositif et d'une pratique de recherche, guidés par des commandes publiques, internationales de surcroît.

Ce projet est porté par cinq chercheuses et chercheurs exerçant dans des universités françaises, polonaises et grecques : Angeliki Monnier, professeure en sciences de l'information et de la communication (SIC) à l'Université de Lorraine, a dirigé plusieurs projets en lien avec les questions de circulation de l'information

en contexte de désinformation et de mésinformation ; Julie Dandois, chargée de recherche au sein de la même université, est engagée dans des travaux traitant des enjeux de désinformation, de la littéracie numérique et de la vérification des informations dans le contexte de la « post-vérité » ; Anna Losa-Jonczyk, Assistant Professor au sein du Department of Communication Design and Analysis de l'Université d'économie de Katowice (Pologne), se concentre pour sa part sur les rapports entre communication, journalisme, relations publiques et responsabilité sociétale et environnementale ; Agnieszka Filipczyk, qui travaille en tant qu'assistante dans la même université, poursuit des recherches sur la réalité virtuelle, la communication 3D et la détection des *fake news* ; Costas Mourlas, Associate Professor à la Faculté de communication et d'étude des médias, de l'Université nationale et capodistrienne d'Athènes (Grèce), s'intéresse aux systèmes intelligents et, plus spécifiquement, aux environnements de communication et d'apprentissage adaptatifs et personnalisés.

Dans leur contribution, les auteur·ices s'attachent en premier lieu à définir le *fact-checking* en s'appuyant sur la littérature consacrée à la question. Outre une distinction entre les temporalités propres à la pratique (avant ou après publication), ils et elles s'efforcent de comprendre les motivations, les usages et les impacts de celui-ci. En effet, derrière l'appellation *fact-checking*, se retrouvent de multiples avatars d'un processus de recherche de la vérité : des plateformes collaboratives, des sections dédiées dans des médias, des sites spécifiques ou encore des outils de vérification d'images, voire des systèmes d'extraction de métadonnées. Face à cette diversité, l'équipe de chercheur·es a confié à 36 étudiant·es en communication et journalisme la tâche d'identifier et de créer une liste de ressources associées au *fact-checking* dans trois pays, avec des contextes socio-culturels, économiques et médiatiques différents (France, Grèce et Pologne). Cette recherche a conduit à l'identification de plus d'une quarantaine de ressources très variées, tant dans leur forme que dans leurs contenus. Elles sont à la fois propres au pays et à la langue de chacun et chacune, mais aussi en langue anglaise et destinées à des audiences internationales. Outre la mise en évidence de points communs entre les dispositifs, les investigations ont porté sur les contextes médiatiques et informationnels spécifiques, ainsi que sur les formes d'éducation aux médias et la culture informationnelle dispensées dans les pays concernés. Ainsi les formations – dans le secondaire comme à l'Université – sont-elles distinctes de l'un à l'autre : alors que la Grèce et la France ont été promptes à légiférer sur ce sujet et à engager des actions de *fact-checking*, cette pratique est encore récente en Pologne, dans l'enseignement comme dans les médias.

Les recherches ont donc permis de dresser une cartographie des ressources, non pas centrée sur les outils actuels, mais en proposant une grille de lecture suivant deux axes. Un premier distingue les objectifs des outils : certains ont une visée véridictoire, tandis que d'autres ont pour ambition l'amélioration des compétences en littéracie informationnelle de leurs utilisateurs. La question des audiences spécifiques constitue le deuxième axe de la cartographie et distingue

les outils destinés à des professionnels des médias et de l'information de ceux tournés vers des publics « profanes ».

Hormis l'intérêt de cette cartographie et de ses usages pour les chercheur·es qui questionnent le *fact-checking*, l'article présente les coulisses d'un projet de recherche international. En prenant le temps d'explicitier les ressorts de la science en actes, les auteur·ices exposent aussi la praxis d'une exploration scientifique sur des objets au cœur d'enjeux sociétaux et info-communicationnels. D'une certaine façon, cette démarche réflexive apporte une réponse à la mise en visibilité de la dimension sémio-pragmatique de la recherche contractualisée, en dévoilant non pas simplement le fruit de cette dernière – le livrable – mais aussi les intentions, les difficultés et les enjeux que rencontrent les chercheurs, une dimension souvent invisibilisée. Partant d'un consortium de chercheur·es internationaux réunis à l'occasion d'un appel à projet européen, la contribution est finalement une réflexion opportune sur une situation de « commande » qui fait dialoguer des pratiques d'enseignement et de recherche concernant directement l'ensemble des chercheur·es, au-delà des frontières académiques.

